

Anti-inflation—Loi

Et pourtant, on constate que cet élément particulier de la vie des Canadiens, l'énergie, n'est pas visé par les dispositions des directives. Un économiste compétent du gouvernement ontarien a signalé un secteur où l'inflation est particulièrement effrénée, et pourtant, on laisse ce secteur de côté dans les lignes directrices; on n'y touche pas. Le ministre des Finances a reconnu ici même qu'il serait difficile de réglementer les prix des aliments. On y a aussi reconnu qu'il serait presque impossible de réglementer les prix des sociétés multinationales. Il n'existe aucun moyen de les réglementer. Le ministre l'a reconnu en comité lorsqu'on a étudié la question de la fixation des prix par transfert. Quant au logement, le gouvernement n'a pris aucune mesure contre la spéculation foncière, ni au sujet des taux d'intérêt hypothécaire. J'en reviens aux bénéfices que les banques ont déclarés récemment. Pensez donc, nous avons perdu Dick Turpin pour ce genre de chose! Même si le coût de l'habitation a beaucoup contribué à l'inflation au Canada, nous continuons d'exempter de toute réglementation les taux d'intérêt, en particulier d'intérêt hypothécaire.

En fait, une remarque revenait sans cesse dans les conversations avec les professeurs qui manifestaient aujourd'hui sur la Colline parlementaire, et c'est qu'ils seraient prêts à admettre qu'on limite leur salaire si le gouvernement acceptait de mettre un terme à la montée en flèche du coût du logement et du prix du combustible. Si le gouvernement promettait de réglementer ces secteurs et de veiller à ce que les prix n'y augmentent pas démesurément, les professeurs seraient prêts à renoncer à toute augmentation de salaire. Le gouvernement a cependant décidé de ne pas intervenir dans ces secteurs.

Qu'est-ce qui alimente le plus l'inflation au Canada? M^{me} Sylvia Ostry en personne l'a signalé à l'Empire Club de Toronto, le 30 octobre 1975. Elle est sous-ministre de la Consommation et des Corporations. Elle fait partie du gouvernement et le gouvernement ne l'écoute même pas. Elle était statisticien en chef de Statistique Canada. Voici ce qu'elle a dit devant l'Empire Club de Toronto:

La concentration des affaires au Canada a nui à l'efficacité et alimenté l'inflation.

Puis elle a ajouté:

De plus, tout indique que lorsque les industries sont concentrées, les prix ont tendance à s'adapter moins vite au niveau général d'activité des affaires.

Elle a dit en outre que l'économie canadienne était concentrée à un degré déplorable. Elle a signalé ceci:

Une étude du gouvernement, datant de 1965, a démontré que les 50 plus grandes sociétés du Canada produisaient 36 p. 100 du total des articles fabriqués. Par comparaison, aux États-Unis, ce chiffre est de 25 p. 100.

Elle a dit par ailleurs:

Malgré la structure fortement concentrée de l'industrie canadienne, les unités de fabrication ont tendance à être excessivement diversifiées, sont souvent trop petites et généralement incapables de réaliser des économies grâce à la production en série.

Dans toutes ces remarques que je viens de consigner, on ne disait pas que les salaires attisent l'inflation. Elles concernaient notamment le logement, le prix du fuel et les monopoles, tous des secteurs que le gouvernement n'a pas touché du tout. Le gouvernement a dit qu'il s'occuperait des monopoles dans la deuxième partie de la loi contre les coalitions, un jour peut-être, probablement au terme de ce prétendu programme de trois ans, mais il ne touchera pas à ce domaine privilégié parce que, ce faisant, il nuirait à ses amis administrateurs de sociétés. Il est plus facile de s'en

prendre aux petits, qu'ils soient syndiqués ou non. Nous reviendrons là-dessus plus tard, cependant.

Le ministre des Finances, les économistes du gouvernement ainsi que d'autres experts en la matière ont dit que la meilleure façon de combattre l'inflation est d'accroître la production. Maintenant, il faut nous sortir de l'inflation. Lorsque nous examinons la capacité de production du Canada, nous constatons qu'elle a diminué, l'année dernière, au point qu'elle est maintenant inférieure à 85 p. 100. Je pense qu'elle est d'environ 80 p. 100. Il est évident que les gens n'essaient pas de tirer de l'économie plus qu'elle ne peut donner. On dit que les gens sont cupides, mais cela est vrai de tout le monde. C'est un défaut commun à tous les hommes et ce n'est pas le programme actuel qui va changer cela. Ce raisonnement ne vise qu'à détourner l'attention des vrais problèmes.

Il est clair que notre économie ne fonctionne pas à pleine capacité. Notre pays compte 700,000 chômeurs. Ces 700,000 personnes chôment-elles par leur faute? Le chômage actuel est directement attribuable à la politique pratiquée par le gouvernement entre 1968 et 1972. Ce ne sont pas les chômeurs qui ont demandé des prestations d'assurance-chômage. C'est le gouvernement qui en a pris l'initiative, et il en fait autant dans ce cas-ci. Ce n'est pas par accident que le gouvernement modifie maintenant le taux de chômage jugé acceptable au Canada aux termes du bill sur l'assurance-chômage dont un comité est saisi en ce moment.

Quand le gouvernement parle de productivité, il devrait parler de créer des emplois au Canada, d'accroître la capacité de production de nos industries et de les faire fonctionner au plus fort de leur capacité. Pensez donc si nous pouvions donner du travail à 100,000 de ces 700,000 chômeurs. Imaginez quel impact cela aurait sur l'économie. Le gouvernement, il me semble, ne propose pas les moyens nécessaires pour activer ces 15 ou 20 p. 100 de capacité de production inutilisée afin de relancer l'économie dans ce secteur. Il est clair que le gouvernement essaie de jeter le blâme sur les travailleurs, comme il l'a fait tant de fois. Les ministres déclarent à tout venant que c'est le coût de la main-d'œuvre qui alimente l'inflation.

● (1720)

Dans son dernier discours, le ministre des Postes (M. Mackasey) s'est fait le justicier du parti libéral. Il a essayé de faire passer les postiers pour des bandits parce qu'ils réclamaient un règlement salarial qui leur permettrait au moins de rattraper l'inflation des dernières années. Il a le culot de dire que les 38 ou 42 p. 100 qu'ils réclamaient étaient inflationnistes. Lorsqu'on connaît les bénéfices que les banques ont déclarés, allant de 65 à 149 p. 100 . . .

M. Darling: Ils demandaient 72 p. 100.

M. Rodriguez: C'est ça la négociation collective. On s'assoit et on négocie ensemble. C'est la façon de faire.

M. Darling: C'est du chantage.

M. Rodriguez: Le ministre des Postes est allé jusqu'à accuser les syndicats de combattre la nation à laquelle ils doivent allégeance. Il a traité les syndicats de fonctionnaires de «chiens de tête du syndicalisme». Il les a accusés aussi de faire monter leurs salaires alors que le chômage était en hausse, que la récession se dessinait et que la productivité déclinait. Pourtant, il a jugé bon de passer sous silence le fait que, depuis quelques années, les bénéfices ont monté beaucoup plus rapidement que les salaires ou les profits des petits commerçants. Le ministre n'a pas cru bon alors de dire que les grosses entreprises étaient en